

Dictature euopéiste toujours : liberté d'expression sous surveillance au parlement de l' U "E".

écrit par Hoplite | 1 mars 2017

La dérive autoritaire au sein des instances de l'Union Européenne se confirme chaque jour un peu plus. Cette fois, c'est le parlement européen qui entend interdire de parole les députés qui pourraient tenir des propos jugés déviants.

L'Europe est en crise jusque dans le Parlement européen. De nombreux discours eurosceptiques y sont tenus. Mais bientôt, le président du Parlement pourra décider de couper le micro quand il jugera que les propos sont racistes ou haineux. Une forme de « censure » selon certains parlementaires.

« Racisme » et « haine », des accusations que l'on peut surtout adresser à des parlementaires dont la ligne politique heurte celle de l'UE et des forces qui la dirigent. Par ailleurs, un véritable travail de censure sera opéré sur tous les contenus enregistrés :

C'est sans précédent: le président du Parlement européen pourra débrancher le micro d'un interlocuteur en cas de discours racistes ou haineux, s'il est diffusé en direct. Il pourra aussi faire retirer tous les contenus vidéos et audios qui tiennent les mêmes propos. Le souci, c'est qu'il est difficile de différencier précisément un discours haineux d'un discours qui ne l'est pas. Si certains parlementaires craignent des manipulations, d'autres n'hésitent pas à parler de censure.

Encore mieux, les eurodéputés qui voudraient s'exprimer librement – sans tenir compte des interdits idéologiques édictés par l'UE – s'exposeront à d'énormes peines d'amendes s'ils sont jugés coupables d'infractions idéologiques :

Le souci, c'est que les populistes profitent des audiences parlementaires qui sont généralement diffusées en direct pour tenir des propos très durs. L'article 165 du règlement intérieur compte donc y remédier en infligeant des amendes allant jusqu'à 9.000 euros en cas de « langage ou d'un comportement diffamatoire, raciste ou xénophobe ».

Il s'agit bien sûr de terroriser les forces nationales ou populaires dont les représentants ont de plus en plus de poids sur le continent. Les libertés les plus élémentaires – comme celle de s'exprimer – sont désormais abolies au grand jour, de la manière la plus officielle qui soit.

Source:

<http://fr.newsmonkey.be/article/16284>